



Déclaration liminaire – 3 juin 2016 – Paris

Ministère de la Fonction Publique

L'UNSA aujourd'hui attend des signes forts de l'Etat. En effet la situation dramatique que nous vivons sur le territoire, ne nous autorise pas à tergiverser. La population maoraise doit être entendue. L'Etat doit répondre par des mesures fortes et immédiates. Cela fait 4 ans que toutes les organisations syndicales ici présentes vous alertent de l'urgence à réagir par un plan d'exception. Le développement du 101^{ème} département ne peut souffrir d'un accompagnement de l'Etat partiel. L'UNSA sait que depuis 4 ans, le calendrier de l'accès au droit commun a été accéléré pour répondre aux besoins du territoire. Mais force est de constater que ces mesures sont très en deçà de ses besoins.

Aussi, au-delà d'une méthode de traitement des dossiers en interministériel, l'UNSA demande à ce qu'on ne perde plus de temps.

Pour l'UNSA il y a 2 priorités :

1^{ère} priorité: prendre en compte l'AGS des ex-CDM ce serait un signe extrêmement fort envoyé au peuple de Mayotte

Pour l'UNSA, quand l'Etat a su solliciter des agents pour le service public, c'est à l'Etat de reclasser ces agents comme il se doit.

2^{ème} priorité: restaurer l'attractivité par des mesures financières mais pas que...

Restaurer l'attractivité mise à mal depuis 4 ans est l'autre point crucial. Il faut que l'Etat prenne des mesures urgentes. Nous avons 3 propositions aujourd'hui qui permettraient d'inverser la tendance actuelle:

- Favoriser des retours personnalisés des agents qui souhaitent partir, c'est dire aux agents qui veulent venir à Mayotte, qu'ils ne seront pas pris au piège.

- Proposer aux agents une **évolution de carrière accélérée dans le cadre de la réforme des PPCR** .

UNSA précise ces 2 premiers points : en effet, accepter que **la situation à Mayotte impose un régime dérogatoire** qui puisse autoriser les agents à quitter le territoire quand ils sont en difficultés et qui leur permette de choisir leur affectation au retour serait 2 signes forts envoyés aux candidats à l'installation à Mayotte. **Sur le plan indemnitaire, une ISG augmentée et sur les 2 membres du couple associée à une défiscalisation de l'ISG** permettraient de compenser un quotidien rendu coûteux par les multiples cambriolages dont est victime a minima une fois chaque agent public à Mayotte.

- Le dernier point est conditionné par les deux premiers et il les impacte directement: **Mayotte ne retrouvera une certaine attractivité qu'à la condition que l'Etat y assume ses missions régaliennes: assurer la sécurité, la santé et l'éducation de sa population.** A ce jour, ce n'est pas le cas. Nos enfants ne peuvent compter sur un service public d'éducation à la hauteur des enjeux du territoire. De la maternelle à l'Université, le déficit en enseignants formés aux exigences d'un territoire allophone est criant. Les soins les plus élémentaires ne sont pas accessibles: une simple visite chez le dentiste tient du parcours du combattant. Quant à la sécurité, les violences faites aux personnes ne cessent de croître de façon dramatique. Ainsi le quotidien nous renvoie à des faits divers terrifiants et réguliers: après avoir défoncé de coups le père, on viole la femme devant les enfants avant de vider la maison. L'immigration clandestine est hors de contrôle de l'Etat. Les effets consécutifs à cette immigration ne cessent de plomber les missions de l'Etat: les écoles explosent, plus de 6000 enfants isolés sont recensés. 80% de la population carcérale est clandestine. Aucune structure n'est prévue pour accueillir ces populations. **La prévention et les moyens pour les services d'ordre (police, justice, gendarmerie, armée) sont pour l'UNSA des priorités absolues.**

La population maoraise excédée depuis plus d'un mois a pris les choses en main voyant que malgré ses appels à l'aide, l'Etat ne proposait rien qui puisse endiguer ce flux migratoire. Le droit est bafoué par tous sans que l'Etat réagisse. Aujourd'hui Mayotte peut basculer dans la guerre civile si on n'inverse pas ce sentiment d'abandon.

L'UNSA attend aujourd'hui des mesures politiques fortes qui prouveront que l'Etat veuille vraiment répondre aux attentes immenses de la population de Mayotte. L'UNSA vous remercie.

